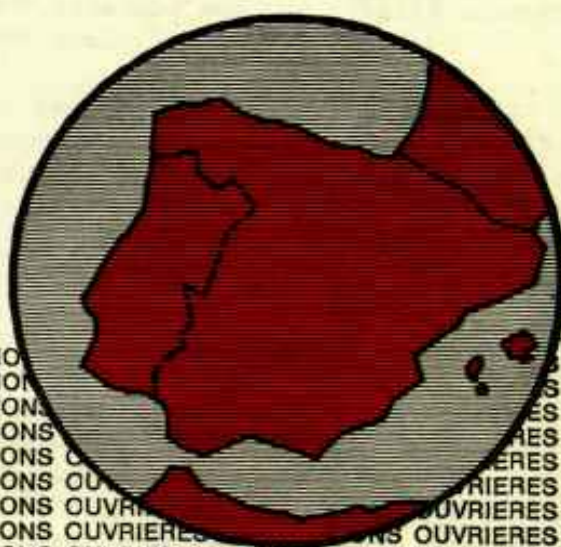


COMMISSIONS

OUVRAGES

[illegible]

CO MMISSIONS OUVRIERES COMMISSIONS OUVRIERES COMMISSIONS

PRESENTATION :

Dans ce numero nous offrons à nos lecteurs une série de documents qui donnent une idée de la situation actuelle de notre pays et sur le rôle que joue la classe ouvrière dans la marche vers la liberté et la démocratie en Espagne.

Au contraire d'autres été où la lutte avait tendance à se relâcher, cette année les mois d'été se sont caractérisés par une intense activité politique et sociale.

De cette activité apparaît la coïncidence de forces et secteurs politiques et sociaux sur le besoin d'instaurer la démocratie en Espagne et la croissante union antifranquiste qui est une réalité concrète avec la création de la Junte Démocratique.

Le facteur déterminant de ces changements est toujours la grandiose lutte de la classe ouvrière, dont le point le plus haut, jusqu'à présent, a été la victorieuse grève générale du Bajo Llobregat. Celle-ci et d'autres actions importantes ont obligés plusieurs publications légales à qualifier la situation du mois de juillet comme "chaude" et à annoncer une poussée de température pour cet automne.

L'étude approfondie de la situation du rapport du Secrétariat à la dernière Réunion de Coordination Nationale des Commissions Ouvrières (rapport qui est largement discuté et approuvé dans les différentes zones du pays), montre que pour le mouvement ouvrier il ne s'agit pas d'espérer ou de s'illusionner sur la santé plus ou moins vacillante du dictateur ni sur les gestions des "camarrillas", si pressées de faire les changements nécessaires pour assurer la continuité de ce qui existe aujourd'hui. IL FAUT INTERVENIR AVEC DECISION ET AUDACE POUR RESOUDRE LA CRISE, en utilisant TOUS LES MOYENS pour faciliter le déroulement de la lutte vers la GREVE GENERALE de 24 heures.

Par l'étude de ces documents qui confirment la justesse de la ligne des Commissions Ouvrières, l'on démontre qu'en Espagne si l'on ne tient pas compte de la classe ouvrière, si l'on complotte derrière son dos, il n'y a pas de solution possible à la crise du Régime.

L'OUVRIER DOIT AVOIR DROIT A LA PAROLE. Cela est déjà admis par une grande partie de la presse légale. (dans notre édition en espagnol nous reproduisons une "table ronde sur le Syndicalisme" organisée par la revue "MUNDO", qui donne la parole aux ouvriers. La couverture que nous reproduisons, est consacrée à une photo d'un de ces ouvriers, avec le titre "Visages de l'opposition - L'Ouvrier parle".)

Nous nous approchons aux batailles de classe qui pourront être décisives pour en finir avec la dictature.

Ces batailles exigerons une grande solidarité morale et matérielle. Nous reviendrons là dessus dans nos prochains Bulletins.

Délégation Extérieure des Commissions Ouvrières
10 septembre 1974

Dans ce rapport nous offrons à nos lecteurs une série de documents qui donnent une idée de la situation actuelle de notre pays et de la façon dont les classes ouvrières dans la mesure où elles le peuvent, cherchent à la changer.

En premier lieu nous avons été en mesure de faire connaître à nos lecteurs les conditions de travail des ouvriers dans les entreprises publiques et sociales.

Ensuite nous avons exposé la situation de l'économie de notre pays et les efforts de l'État pour améliorer la situation des classes ouvrières et pour leur donner une plus grande part dans la production nationale.

Enfin, nous avons exposé la situation de la culture et de l'éducation dans notre pays et les efforts de l'État pour améliorer la situation des classes ouvrières et pour leur donner une plus grande part dans la production nationale.

Enfin, nous avons exposé la situation de la culture et de l'éducation dans notre pays et les efforts de l'État pour améliorer la situation des classes ouvrières et pour leur donner une plus grande part dans la production nationale.

Enfin, nous avons exposé la situation de la culture et de l'éducation dans notre pays et les efforts de l'État pour améliorer la situation des classes ouvrières et pour leur donner une plus grande part dans la production nationale.

Enfin, nous avons exposé la situation de la culture et de l'éducation dans notre pays et les efforts de l'État pour améliorer la situation des classes ouvrières et pour leur donner une plus grande part dans la production nationale.

Enfin, nous avons exposé la situation de la culture et de l'éducation dans notre pays et les efforts de l'État pour améliorer la situation des classes ouvrières et pour leur donner une plus grande part dans la production nationale.

R A P P O R T D U S E C R E T A R I A T

Présenté à la Réunion de la "Coordinadora General" - Comité National
de Coordination - des COMMISSIONS OUVRIERES, le 16 juin 1974.

----- 0 -----

Le développement de la lutte de masses a acquit en ces presque trois mois depuis notre dernière réunion, un degré élevé de conscience et combativité.

Des événements d'une grande portée se produisent dans la vie politique du pays, qui accélèrent la décomposition du régime, qui sont décisifs et qui le seront encore plus avec la précipitation des événements, dans la marche vers la liberté.

Menée par la classe ouvrière, une profonde offensive des travailleurs et des masses populaires se développe de façon sans précédent dans les années de dictature franquiste.

La lutte revendicative et solidaire se consolide et s'étend, unissant des forces et soudant l'unité de notre classe dans les centres traditionnels de luttes comme les Asturies, Catalogne, Pays Basque, Madrid, Navarre, Galice, Andalousie.....

Des progrès importants se font au Levant, Aragon et des zones de Castille.

Ces temps-ci et dans chacune des zones ouvrières ou industrielles de l'Etat Espagnol des centaines d'entreprises ont été en conflits, dont certains se prolongent des jours et des semaines, pour reprendre à nouveau avec plus de force encore.

De par leur importance il est nécessaire de souligner la continuité des grèves d'Alcoy (Alicante) la grève de Authi et les débrayages de Pamplune; les arrêts coordonnés et généralisés du Bajo Llobregat (Catalogne) en solidarité avec "ELSA" et pour leur Convention Collective Cantonale; les débrayages du Textile, entreprises du Bâtiment et Métaux de Barcelone et sa province qui occupe le premier rang de par son nombre de conflits; la participation de milliers de travailleurs de Guipuzcoa et Vizcaye (Pays Basque) dans les débrayages du 30 avril et le développement qu'ont les luttes actuellement; la continuité des grèves dans les Asturies et l'extension de celles-ci à Leon et Teruel; les luttes des Constructions Navales et entrepri-

ses de Galice avec la généralisation à tous les chantiers Navals du pays; la grève des ouvriers agricoles de la zone de Xàres et Los Palacios unie à celles des pêcheurs de Sanlucar dans les provinces de Cadix et Séville; l'action des Transports et des entreprises de la Métallurgie et du Bâtiment de Madrid, ect, ect..

Non seulement la lutte s'étend à de nouvelles zones mais elle entraîne de nouveaux et importants secteurs de salariés qui souffrent la même exploitation.

A la lutte générale contre la politique économique et sociale du Gouvernement Arias, pour les mêmes aspirations et faisant partie du même combat, s'unit un important secteur de fonctionnaires de l'Etat et de l'Administration Locale. Les pompiers, les employés des Postes, la Police Municipale ne sont qu'un exemple de l'importance de la lutte. La Loi antérieure de Militarisation des Services de Télécommunications n'a intimidé personne.

Pendant ces mois-ci, les habitants de Saragosse, Tarragone, Santa Coloma et autres villes se sont affrontés vigoureusement contre les scandaleuses augmentations des prix et tarifs du Transport Urbain.

L'Université a intensifié la mobilisation et la protestation contre la Loi de Sélectivité refusée de plus par la grande majorité de la société espagnole. Les professionnels accentuent leur lutte et exigences face aux lois qui les empêchent de mener dignement leur fonction. L'Eglise a adopté des postures plus conséquentes et fermes après l'affrontement public avec le Gouvernement lors du cas Añoveros.

Lors de la grève de "AUTHI" des affrontements ont eut lieu entre l'Evêque de Pamplune et le Gouverneur Civil. Actuellement l'Eglise se prononce pour la "réconciliation nationale", pour la promulgation de l'Amnistie.

Des événements internationaux de portée historique aident tout le procès de luttes et exigences en marche.

Ce qui s'est passé au Portugal a des répercussions profondes dans toute la vie politique et sociale du pays. Une dictature fasciste qui maintenait un état d'oppression et de persécution nationale, qui menait une guerre coloniale injuste, a été balayée en quelques heures par l'action des Forces Armées. Cela démontre le degré de décomposition auquel était arrivé le Régime de Caetano. L'action faite par les Forces Armées est un acte politique, révolutionnaire d'une grande portée: le peuple frère a planté les bases, après avoir retrouvé les plus grandes libertés, pour avancer dans le chemin de la consolidation de la Démocratie, dans la transformation économique-sociale, vers une nouvelle société.

Mais en informant de manière réaliste et positive des événements du Portugal, la Presse Espagnole a donnée une image réelle de ce que supposait la tyrannie salazariste personnifiée en Caetano. La Presse a offert des narrations et images de la libération des prisonniers, des manifestations de masses pour le soutien de la liberté retrouvée du retour des exilés, de l'ordre et de la discipline du 1er mai, de la confraternisation du peuple et de l'armée, de la dépuración au sein des Forces Armées, de la chasse aux PIDE par les masses.

La joie débordante de notre classe et de notre peuple accueillant le changement au Portugal se reflète dans tout le déroulement des événements politiques. L'exigence des libertés, qui jusqu'à présent était une forme d'expression de la presse clandestine, est passée ces jours-ci aux pages des journaux et revues légales. Par des grands titres, l'on réclame les libertés politiques. L'on parle et écrit sur le besoin de Démocratie, de l'urgente institutionnalisation de la liberté syndicale, des partis politiques. Des conférences de presse, débats, conférences, soupers politiques ont lieu, où l'on parle du besoin de chercher des accords qui facilitent la "sortie" (à la situation). En fait des éloges dans les journaux et revues des rencontres entre les différentes forces de l'opposition qui vont de la droite à la gauche, les titulaires par "l'esprit du Ritz" ou "le pacte d'Aravaca".

Depuis les événements du Portugal l'on observe un plus grand dynamisme dans la lutte de masses et surtout la classe ouvrière. Il existe une accentuation dans l'exigence de la liberté et tous les secteurs opposés à la dictature se précipitent pour apparaître publiquement en s'exprimant face au pays.

Des personnalités qui jusqu'à présent ne l'avaient pas fait, profitent du moment pour prendre position. Tout cela est très positif. C'est un esprit qu'il faut saluer et stimuler par tous les moyens, dans la recherche de l'entente et les justes solutions qui nous aideront dans la marche vers la liberté et la vie commune nationale.

LES ATTAQUES A LA PRESSE, EXPRESSION DU SECTEUR LE PLUS REACTIONNAIRE.

Mais nous ne devons pas oublier que cela sera favorisé dans la mesure où nous saurons aider à fortifier toute la lutte des masses.

Dans la mesure où nous irons à la concrétisation de formes d'action et de coordination beaucoup plus efficaces. L'écroulement de l'odieuse dictature du pays frère, qui a créé et crée dans les larges masses et dans l'immense majorité de notre peuple, tant de joie et de stimulant, ne pouvait manquer de créer des sursauts chez les "ultras" de l'immobilisme.

Car la similitude entre le Régime de Caetano et le Franquisme était évidente et le soutien que l'un offrait à l'autre était clair.

Les figures les plus ténébreuses et caractéristiques du fascisme comme Blas Piñar, García Rebull, Jorge Mota et Girón, horrifiées de voir la marche vers le nouveau jour de la liberté, ont lancé leurs attaques désespérées contre la Presse qui informait objectivement de la situation. Avec la permission d'Arias Navarro et du propre Franco, ils tiennent leurs conférences qui servent pour essayer de maintenir l'esprit de guerre civile, la haine entre les espagnols. Mais leurs attaques les mènent à leur isolement total, à une réaction plus énergique contre leurs positions de la part de vastes secteurs du pays.

Ils sont si peu de chose, ils sont si isolés (malgré tout l'appui d'Arias et Franco) que, bien que possédant des moyens

légaux, ils ne peuvent concentrer deux cent ou trois cent personnes qu'ils déplacent ici et là.

Ce sont les groupes de la violence, de l'assaut aux librairies, œuvres d'art, films, d'attaques à des prêtres et démocrates; les collaborateurs dans beaucoup de cas de la Brigade Politico-Sociale, lorsqu'ils n'en font pas partie.

Le Gouvernement se trouve dans une situation embarrassante. Des gens qui en font partie se sont manifesté publiquement déclarant qu'en trois mois ils ont souffert l'insure de trois ans.

L'on parle de crises ministérielles et de changements immédiats.

La crise est réelle, mais les changements qu'ils proposent de réaliser ne sont pas une solution aux exigences posées. Ce ne sont qu'un essai de perpétuer la dictature contre la volonté nationale.

Acculé par la lutte des masses, par la demande de tout genre qui leur surgit chaque jour soumis à une forte pression, mais ancré dans ses positions du passé, le Gouvernement pérorer l'ouverture, mais il ne prend aucune mesure pratique ni ne manifeste le plus petit désir d'en faire des réalités.

Il est clair que l'ouverture pour laquelle nous luttons la classe ouvrière et les forces démocratiques, ne peut venir de la main d'Arias Navarro.

Car cette ouverture doit s'appuyer sur la base de l'arrêt immédiat de la répression, la promulgation d'une amnistie générale, de la reconnaissance des libertés syndicales, politiques et nationales.

C'est une étape, maintenant, de grands discours et de promesses gouvernementales, mais de petites ou nulles réalisations.

Depuis que nous avons le gouvernement Arias la note la plus relevante de son travail est la répression contre les travailleurs et démocrates.

Le témoignage de cela apparaît avec l'intensité des arrestations et procès de ces derniers mois. Il est vrai que la presse, revues et autres moyens de communication de masses sont l'objet d'une ouverture, fruit des exigences et de la prise en main de ce problème par les masses, pour l'imposer.

Mais cette ouverture a un plafond ou des limites, comme le démontre la saisie de "Cuadernos para el diálogo" et autres revues, car il n'existe pas de véritable liberté de presse et elle ne peut être sauvée à chaque moment que grâce à la lutte.

Nous devons savoir profiter de cette situation avec audace, pour ouvrir de nouvelles brèches, pour agrandir sa base en poussant avec force vers l'avant.

La classe ouvrière devons nous proposer d'être présent, de participer aux colonnes de journaux et revues, pénétrant partout, pour parler de nos problèmes et exigences qui coïncident avec les aspirations de la majorité du pays.

De forme similaire à toute une série de personnalités nous devons organiser des débats, conférences de presse pour interpréter la situation, donner nos opinions comme représentants directs de la classe ouvrière.

CONTRE LA CHERTE DU COUT DE LA VIE.

Nous devons utiliser cette situation que nous vivons pour organiser la lutte ouvrière à un niveau beaucoup plus élevé. Le gouvernement met en pratique son unique but: celui de l'augmentation des prix des articles alimentaires et de première nécessité.

Toutes ses dispositions officielles ont été et sont dirigées à réaliser le plan de Barrera de Irmo, pour favoriser les bénéfices des secteurs les plus rapaces du capitalisme espagnol et étranger, chargeant les conséquences directes sur les épaules de la classe ouvrière et de la grande majorité de la population.

Officiellement l'on reconnaît que cette année, l'augmentation du coût de la vie a été supérieur à 2% par mois.

Le mécontentement contre l'abus de la hausse des prix, est général.

Nous savons tous les conséquences dans nos foyers de la hausse sans frein des articles alimentaires et de première nécessité, qui n'ont aucune relation avec les notes officielles.

Le pouvoir d'achat s'est réduit violemment, contrastant avec les grands bénéfices obtenus par la Banque et les grandes entreprises monopolistes.

La cherté de la vie est aujourd'hui le problème central qui préoccupe les larges masses.

Nous devons mobiliser avec plus de force et vigueur la classe ouvrière et la majorité de notre peuple contre le coût de la vie.

Il n'est pas possible d'en supporter plus sans nous proposer une réponse plus coordonnée et cohérente contre l'abus que tout cela suppose.

Il est vrai qu'en luttant pour des augmentations salariales nous faisons face au coût de la vie.

Il est vrai qu'avec notre lutte nous imposons des augmentations salariales et des salaires supérieurs aux plafonds officiels imposés par le gouvernement, plafonds qui sont une moquerie.

Ces augmentations que nous imposons par notre action, nous devons savoir les apprécier car cela représente des conquêtes obtenues par une dure lutte, l'emportent sur les résistances des patrons et du gouvernement. Cela doit servir de stimulant partout pour continuer l'action. Pour démontrer que seulement en luttant l'on obtient de meilleures conditions de vie et de travail.

Mais en même temps que nous dénonçons le piège que représente le salaire minimum officiel et le besoin de casser les plafonds, nous devons faire sentir aux travailleurs et aux masses, l'urgent besoin de faire front résolument à la situation créée par la politique anti-ouvrière et anti-sociale du gouvernement.

Il n'y a pas d'autre solution, ou bien nous continuons d'accepter que chaque semaine les articles augmentent scandaleusement, alors que les salaires sont limités par la Loi à ne pas dépasser la 15%, ou bien nous répondons avec décision pour dire résolument:

¡ BASTA ya de tanto abuso !

IL SUFFIT de tant d'abus !

Si notre lutte n'a pas le degré de cohésion et de force pour donner une réponse comme il se doit, le gouvernement des grands capitalistes continuera d'appliquer son plan.

En suivant ce chemin, la lutte, tout en étant importante, tout le mouvement de masses qui se développe et qu'il faut augmenter, n'aura pas la force suffisante ne coïncidant pas dans le temps.

Il peut aussi apparaître la fausse idée que contre la cherté de la vie il n'est pas possible de faire quoi que ce soit. Que c'est une dynamique qui nous vient par la conjoncture de la crise internationale que traverse le monde capitaliste, et que nous ne pouvons pas l'empêcher.

Cela faciliterait les plans du gouvernement. Comme nous le voyons, les franquistes et en premier lieu Barrera de Irimo, spéculent sur la situation internationale.

Les grands bénéfices accumulés par les grandes entreprises capitalistes, démontrent qu'il est possible de mettre un frein à la crise, si ces scandaleux bénéfices qui n'ont pas de plafond officiels, sont tranchés.

Il est nécessaire dès à présent, de laisser voir le besoin urgent d'une réponse au niveau de tout l'Etat espagnol contre la cherté du coût de la vie.

La situation de lutte créée dans le pays, l'usure et l'isolement de la dictature, permet de travailler avec confiance pour mener à bien ce travail.

Nous devons nous proposer la réalisation d'une grève générale de 24 heures, dont le centre de mobilisation serait la réponse à la cherté de la vie.

En fait, une telle proposition sera appuyée par la majeure partie de notre peuple. Une telle proposition, pour qu'elle ait du succès, nous ne pouvons en décider ici.

Il faut discuter si cela est possible de sa réalisation, dans les conditions où nous vivons, le mettre à débat parmi les travailleurs et les masses populaires. Rechercher la participation et le soutien des plus larges secteurs citoyens.

Il s'agit de ne pas attendre l'heure H pour alors essayer d'entraîner la situation, mais de travailler chaque jour pour la rendre plus claire, utilisant les journaux et revues, les assemblées, faisant avancer toute la lutte en cours et lui donnant un caractère plus offensif.

Si une telle réponse n'a pas lieu, toute la lutte continuera d'avancer et à se développer comme jusqu'à présent, et même de par son propre dynamisme dans beaucoup d'endroits, sans notre présence, mais ce ne sera pas une lutte consciemment organisée comme une démonstration de masses, de pouvoir de celles-ci; et dans ce dynamisme il y a de tout y compris les positions déviatrices qui servent de frein au sein de la classe ouvrière.

Avec la proposition d'action contre le coût de la vie nous devons lier étroitement l'exigence de l'augmentation immédiate des salaires, de la liberté syndicale, de l'amnistie, etc., etc.... Aussi bien dans la préparation de l'état d'esprit des conditions de luttes qui assurent le succès de la grève de 24 heures, comme dans sa réalisation concrète, les Commissions Ouvrières avec toute l'avant-garde organisée, doivent mettre à l'épreuve leurs capacités d'organisation et de dialogue ne négligeant aucune possibilité pour unir et rajouter des forces qui aideront.

Il s'agit de se multiplier, d'être audacieux de jouer véritablement le rôle qui correspond à l'avant garde qui en tout moment doit être mêlée aux masses, formant partie de la lutte.

Nous devons discuter de cette perspective avec toutes les forces et courants sociaux, politiques, syndicaux pour qu'ils la fassent leur, y participe et soutiennent.

Mais, pour nous, l'objectif prioritaire c'est la classe ouvrière, ce sont les usines, chantiers, mines, bureaux et tous les centres de travail.

Car c'est fondamentalement la classe ouvrière qui doit réaliser la grève.

Nous devons aussi rechercher les relations avec le mouvement paysan, avec l'Université, les quartiers et tous les centres de masses pour qu'ils étudient la forme concrète de leur participation.

L'ACTION GENERALISEE DES MASSES, UNIQUE GARANTIE DE SUCCES.

Mais sur ces points nous voulons faire une observation car l'expérience du 1er mai nous oblige à l'exposer.

Nous ne pouvons en aucun moment nous reposer simplement et exclusivement sur les accords par "en haut".

Tout accord "par en haut" doit être suivi par l'action des masses "par en bas", c'est la meilleure garantie du succès.

Si les accords auxquels nous pouvons arriver n'ont pas le soutien de l'action des masses parce que nous n'avons pas su préparer l'action, ou bien parce que cherchant le dialogue avec des forces ou groupes nous négligeons ce qui est fondamental pour les Commissions Ouvrières, et la classe ouvrière n'apporte pas tout le poids qu'elle doit et peut donner, les résultats seront minimes.

Nous ne pouvons pas non plus permettre que la grève générale de 24 heures, dont l'organisation fondamentale correspond aux travailleurs et leur avant-garde, soit préparée par d'autres.

Tout accord avec les autres forces doit se baser sur la mobilisation à faire pour avancer avec les travailleurs et les masses.

Si nous travaillons en liaison avec les mouvements des champs, l'Université et les quartiers il y aura beaucoup plus de possibilités de soutien et de participation des forces politiques.

Les Commissions Ouvrières, dans l'organisation de la protestation générale contre le coût de la vie, avec les points généraux

communs à la classe ouvrière et pour lesquels nous allons préparer la riposte, nous devons tenir compte des particularités de chaque zone qui pourront unir les forces sociales présentes.

Avec nos revendications il devrait figurer un point contre la Loi de Sélectivité. Cette Loi léonine porte préjudice d'abord à la classe ouvrière, vu que l'absence de recours économiques nous oblige à passer par le tamis que nous offre la Loi.

Pour les enfants des tout-puissants il n'y a pas de problème de sélectivité: avec leur argent ils peuvent continuer les études. Au fond, c'est une accentuation du caractère classiste de l'enseignement.

Comme nous pouvons le constater, la Loi est contestée par tous les secteurs sociaux; elle trouve la plus grande opposition qu'aucune autre n'ait eue, sauf la Loi Syndicale.

VERS L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'AGRICULTURE

La lutte menée par les agriculteurs pour de meilleurs prix à leurs produits et contre le dépouillement dont ils sont victimes, doit être suivie de plus près.

Ces dernières années, la campagne fait preuve d'une grande combativité et il est possible de l'incorporer à la protestation pendant la Grève Générale, si nous consolidons nos relations avec les agriculteurs, ouvriers agricoles..., si nous joignons leurs revendications aux nôtres et comprenons qu'unis, nous sommes une force capable de triompher.

Nous devons les soutenir en tout moment, dans les revendications doit apparaître l'exigence de prix favorables aux agriculteurs, expliquer que cela ne signifie pas une augmentation du coût de la vie vu que ce sont les monopoles qui la rendent chère et tous ces spéculateurs qui vivent soutenus par le Gouvernement. Est-il possible que les prix que nous payons sur le marché pour les produits, soient de trois, quatre et jusqu'à sept fois supérieurs à celui que touche l'agriculteur ?

Pour soumettre les agriculteurs à leurs monopoles, le Gouvernement fixe les prix aux producteurs, ainsi les monopolistes s'enrichissent.

Pour parer aux justes exigences de l'agriculture, le Gouvernement introduit dans le pays ce qu'il nomme importations

"de choc" qui sont un sabotage à l'agriculture et à l'économie nationale.

Il paye le lait importé de France à 12,50 le litre et refuse de le payer à nos éleveurs, qu'il soumet aux intérêts des industries laitières.

Il paye 70 pesetas le sucre importé sur la base de primes de l'importation soutirées du Trésor, pour maintenir les bas prix de la betterave, bénéficiant ainsi les sociétés sucrières.

Il importe des lots de viande de porc qu'il paye à des prix supérieurs à ceux que reçoit nos éleveurs.

Le Gouvernement, par sa politique, rompt l'activité que devrait avoir l'Agriculture. Le ministre de l'Agriculture a refusé de recevoir la Commission des éleveurs qui voulaient l'entretenir de la situation actuelle du secteur et lui présenter leurs exigences. L'Assemblée Générale de l'Agriculture qui devait avoir eut lieu l'automne dernier, a été ajournée et l'on ne sait toujours pas quand elle aura lieu.

Le Gouvernement qui pérorait l'ouverture craint cette Assemblée.

PREPARONS LA GREVE DE 24 HEURES.

Si au moment d'expliquer la lutte et d'avancer vers la Grève de 24 heures, les Commissions Ouvrières nous tenons compte de ces secteurs, la grève et la protestation générale pourront être décisives pour imposer une part importante de nos exigences.

Mais, la situation qui peut se perpétuer dans le pays avec une action de ce genre, prendrait un virage beaucoup plus important à celui crée ces mois-ci et mettrait en cause le Régime, l'action se transformant au cours de son développement et précipitant les événements politiques.

Au contraire, si cette réponse est ajournée, l'on peut entrer dans un cercle vicieux où l'on referait chaque année les mêmes luttes dans les mêmes entreprises. Cela peut donner lieu à une usure, créer des frustrations voyant le plafond que nous ne pouvons ou ne voulons pas franchir.

Il peut arriver aussi qu'après des dizaines d'années de lutte, d'héroïsme et de sacrifices immenses de la classe ouvrière, celle-ci reste à l'écart dans le triste rôle que lui désigne les exploités; ne pas voir ou ne pas savoir utiliser la conjoncture, le moment favorable pour se proposer le combat uni; la classe ouvrière

peut rester à l'écart en ces moments où tout le monde conspire, fait de la politique et cherche à prendre position en attendant les changements.

Pour que les travailleurs soyons présents avec notre poids dans les changements, pour que ceux-ci aient le contenu social que nous réclamons et ce pourquoi nous luttons, il est nécessaire de se proposer la lutte coordonnée de toute la classe ouvrière de l'Etat Espagnol.

VERS UNE UTILISATION TOTALE DE TOUS LES MOYENS.

Il y a dans notre lutte des questions essentielles qui nous ont fait avancer et avoir le poids et la répercussion qu'aujourd'hui les Commissions Ouvrières nous avons.

C'est notre trajectoire d'utilisation des moyens ou recours légaux unie à l'action et à l'activité illégale.

Il nous faut prêter attention sur ce point pour pouvoir expliquer et rechercher des solutions à des situations qui n'ont aucune raison d'être dans certaines zones du pays.

Parceque nous ne nous sommes pas résignés au triste rôle de la clandestinité auquel nous pousse la Dictature, parceque nous avons surgit à la surface avec nos luttes, parceque nous avons su utiliser avec intelligence et audace les possibilités légales, les représentants syndicaux, les délégués de C.E., délégués sociaux, locaux de Syndicat, les Conventions Collectives, ect.... notre influence a grandi, nous avons ouvert des brèches pour y pénétrer avec notre lutte sans renoncer à rien à aucun moment, sans hypothéquer la plus petite autonomie des Commissions Ouvrières ni du Mouvement Ouvrier où nous participons et orientons en tant que partie fondamentale.

Il n'est pas possible de se développer et de répercuter pleinement sur les événements, à partir uniquement de positions clandestines. Encore moins depuis des positions affrontées éternellement aux responsables syndicaux.

Le rôle des révolutionnaires et des Commissions Ouvrières ne doit pas être celui de constater que les responsables syndicaux dans une ou autre entreprise ou zone, ne nous servent pas ou sont mauvais, et les dénoncer.

Ce que doit faire les Commissions Ouvrières, en tenant compte de cette situation, c'est rechercher une alternative, c'est se proposer encore plus qu'une dénonciation et d'éternelles lamentations, c'est : les changer.

Mais les changer toujours en accord avec les travailleurs, et cela impose de tenir des assemblées pour discuter de ce problème et de toutes les questions de la lutte aujourd'hui.

Dans les zones où se produit ce phénomène, il y a des forces combattives et révolutionnaires pour aborder la question et la résoudre favorablement; le contraire serait une méconnaissance ou un manque d'appréciation sur l'importance qu'ont ces moyens. Nous devons voir le grand changement qui se crée dans beaucoup de responsables syndicaux pour ce qui est du niveau de conscience et de combativité. Nous ne pouvons exiger d'eux dans beaucoup de cas que la légalisation de l'assemblée.

Cela est important, si nous savons parfaitement que les responsables syndicaux ne résolvent pas tous les problèmes.

Il existe des représentants syndicaux, des délégués de C.E. et membres des Juntas Sociales auxquels l'on peut et doit exiger plus, car ils sont en mesure de fournir une plus grande contribution.

Mais nous aussi dans beaucoup de cas, nous devons faire des efforts supérieurs et nous exiger davantage....

Il est nécessaire, aujourd'hui plus que jamais, alors que toute l'expérience démontre que notre orientation a été juste, d'amplifier le cadre de l'utilisation des moyens et recours légaux.

Pour cela nous devons rompre avec le sectarisme, en finir avec des situations viciées et voir, qu'en cassant certains moules avec lesquels nous avons travaillé mais qui aujourd'hui ne nous servent plus, nous gagnerons en prestige et influence.

Passons en revue les leaders les plus caractéristiques de la classe ouvrière et nous voyons Camacho, Seborido, Soto, Juenin et tant d'autres; ils ont tous été représentants syndicaux.

Car l'on ne peut être un dirigeant de cette taille uniquement dans la clandestinité, sinon en travaillent ouvertement uni aux travailleurs et en sachant profiter de tous les moyens pour la faire.

Une des préoccupations importantes pour préparer la grève de 24 heures doit être de gagner à notre cause immédiatement, une grande partie de ces responsables syndicaux qui sont aujourd'hui à la CNS (Centrale Nationale des Syndicats), pour travailler avec eux, sur ce front de lutte au sein du Syndicat.

Cela n'est pas une utopie. Nous avons des preuves, dans la majorité des cas ils travaillent à leur manière du fait de l'absence de liaison avec l'avant garde, parcequ'on les a abandonnés et nous nous sommes retirés de ce front, parcequ'après les élections nous n'avons pas fait l'effort nécessaire pour recueillir le fruit de notre travail et de notre orientation. La classe ouvrière fût sensible à notre appel et dans la majorité des cas où elle vota, elle élit celui en qui elle avait le plus confiance, sans nier qu'il y eut des cas de chantage et manoeuvres de l'appareil verticaliste.

Mais toute une série d'hommes honnêtes sont aujourd'hui des responsables syndicaux sans aucune affiliation politique ou syndicale, qui travaillent dans la CNS sans relation, car il nous reste à faire le pas pour les trouver en entrant en relation avec eux.

L'organisation verticale traverse aujourd'hui un moment de crise aiguë.

Beaucoup des hommes qui y sont incrustés cherchent à s'arranger vis à vis de la nouvelle situation.

Ce sont des fonctionnaires permanents qui se rendent compte que l'organisation verticale s'écroule et que sa fin approche. Ils prennent conscience que leur rôle jusqu'à présent est indigne et certains recherchent aujourd'hui le contact avec les dirigeants des Commissions Ouvrières. Ils adoptent dans certains cas, des positions pour faciliter la lutte. Ils ferment les yeux devant les réunions de masses dans les locaux syndicaux ou ne mettent aucun obstacle pour qu'elles aient lieu, et ils seraient disposés à changer de route si nous entrions en relation avec eux.

La prise de position favorable aux exigences des travailleurs d'organismes comme les Conseils Provinciaux des Travailleurs de Barcelone, Navarre, Saragosse et autres, est encore une preuve à l'appui de ce que nous affirmons.

Si l'on voit cela de la part de fonctionnaires du verticalisme à ces niveaux-là, à plus forte raison le changement s'opérera dans les milliers de représentants syndicaux, délégués de C.E., dans les Unions de Techniciens et Travailleurs.

Mais ces prises de position sont à la fois vacillantes, dépendant toujours de la force de la lutte ouvrière et des masses.

Tout cela nous oblige à un examen du phénomène, à une réflexion à fond pour étudier qu'elle doit être notre position.

Dans les temps qui viennent, vers la grève générale de 24 heures, le degré de coordination nécessaire serait impossible si nous devions le décider uniquement en réunions clandestines.

Il faut utiliser le soutien des moyens et recours légaux pour accélérer le procès d'assemblées surtout dans les centres de travail, mais en même temps dans les locaux du Syndicat. Cela nous aidera dans toute la marche, si un jour tous les travailleurs ou représentants syndicaux d'une branche ou d'un ensemble d'entreprises s'y réunissent, qu'ils puissent le faire périodiquement pour échanger des expériences, prendre des accords et chercher des décisions collectives.

L'expérience d'Alcoy, du Bajo Llobregat actuellement de Barcelone et l'accumulation d'enseignements d'une multitude d'entreprises et de villes sont suffisamment positifs et encourageants.

Au cours de la lutte nous devons développer les organismes de coordination des Commissions Ouvrières au niveau des superstructures avec les dirigeants qui surgissent au cours de la lutte.

Reproduit par la Délégation Extérieure des Commissions Ouvrières

Nous devons faire de ces organismes des centres de discussion et d'orientation aux problèmes qui intéressent les travailleurs, pour les proposer ensuite dans les assemblées des centres de travail où l'on approuve et prend en charge la lutte de la classe ouvrière. Sur cette base nous devons obtenir un niveau encore plus élevé d'organisation.

C'est par cette voie de stimuler toutes les formes de lutte qui nous aident, d'intensifier les assemblées ouvrières à tous les niveaux en les consolidant comme des organes de démocratie et de pouvoir des travailleurs, en élaborant dans ces assemblées les plate-formes et les objectifs de chaque lutte, en développant toutes les actions en cours, en consolidant des liens avec les autres mouvements de masses, ainsi nous marcherons et pourrons mener à bien la grève générale de 24 heures dont nous parlons.

La situation l'exige ainsi et la classe ouvrière lutte avec obstination en tout lieu.

La Coordinadora General des
Commissions Ouvrières.

16 juin 1974

----- 0 -----

Nous publions intégralement le rapport sur la Grève Générale du Baix Llobregat - Bajo Llobregat (Catalogne), discuté et approuvé lors d'une Assemblée Unitaire des Commissions Ouvrières.

GREVE GENERALE BAJO LLOBREGAT

LES ANTECEDENTS A LA GREVE GENERALE :

Notre Grève Générale ouvre aujourd'hui un nouveau chapitre dans la lutte de la classe ouvrière et de tout le peuple en bataille journalière contre l'exploitation et pour la liberté; un chapitre qui montre la croissante capacité d'organisation des travailleurs, le degré de combativité élevé, un niveau toujours plus haut de compréhension de nos droits et intérêts et l'importante solidarité du peuple que nous pouvons recueillir à la chaleur de notre combat.

Et tous les travailleurs désirons que ce soit un nouveau chapitre de victoires du peuple car nous savons que la Grève Générale de notre contrée a eut lieu dans une situation assez problématique. En une "année de vaches maigres", les capitalistes et leur dictature ont prétendu, comme toujours, que ce soient les travailleurs qui payions "les pots cassés", et pour cela ils ont utilisé tous les moyens dont ils disposent (blocage des salaires, montée en flèche des prix, accélérations des rythmes, contrôles, nouveaux impôts, ect...).

Et lorsque la lutte ouvrière contre le coût de la vie, pour nos justes revendications, a fait son apparition, tous les appareils répressifs ont fonctionnés à l'unisson pour noyer notre clameur: arrestations, lock-out, licenciements.... et la CNS -Centrale Nationale des Syndicats- (dans ce rapport lorsqu'apparaît CNS il faut entendre le Syndicat Vertical.-note traduction.-) et la CNS essaie même de temps en temps de se déguiser en ouvrier dans un effort désespéré pour isoler et interrompre toute lutte ouvrière, dans certaines batailles importantes de cette année elle l'a obtenu.

Et cela n'est pas le seul ni l'un des plus urgents problèmes actuels des capitalistes; alors que le vieux dictateur Franco, se trouve à un pas de son enterrement, après la disparition du pion le plus sûr Carrero Blanco; le futur immédiat du Régime reste obscur pour beaucoup et incertain même pour pas mal de capitalistes. Face à cela, la capacité croissante de tout le peuple en lutte pour les Libertés Politiques, met à l'ordre du jours la question suivante : Et après, quoi ?

Les vacillations du Gouvernement Arias et les répétitions d'"ouvertures" et "fermetures", confirme qu'aujourd'hui il y en a très peu qui sont sûrs du terrain sur lequel ils marchent.

Mais pendant que s'épanouissent les discours et les promesses, notre lutte continue: au Pays Basque, à Pampelune, à Malaga, aux Asturies, dans le reste de Catalogne, dans toute l'Espagne, et les étudiants, les professeurs, les habitants des quartiers, tout le peuple sommes conscients de notre force et voyons le besoin d'une réponse unie face à la question: Après quoi?,
APRES: LES LIBERTES POLITIQUES POUR LE PEUPLE.

Le procès de la Grève Générale du Bajo Llobregat n'a pas été le fruit d'un jour, ni n'est venu par hasard. De longues années de lutte et d'organisation ont préparé le terrain. Le passé récent de lutte ouvrière dans notre contrée est fertile: rien que l'année dernière, ont eu lieu les Grèves importantes de Exin, Seda, Raymat, Bru, Vulca,

Artés de Arcos, Industries Cusi, Drim, Heninger, et malgré le plafond salarial beaucoup des usines ont obtenu des améliorations importantes, après de constantes luttes moins spectaculaires.

Le développement de la lutte ouvrière dans notre contrée ne s'est pas limité à rester sur des bases revendicatives; la patience des Commissions Ouvrières, sa consolidation progressive, a rendu possible le développement d'une grande tradition et pratique de la lutte solidaire (face à l'assassinat de San Adrian, face aux arrestations, face à l'assassinat de Puig Antich, pour ne citer que les faits les plus récents) qui s'est manifesté maintenant dans toute son ampleur.

L'expérience du mouvement ouvrier dans notre contrée avant la Grève Générale était importante: un développement élevé de la lutte revendicative et solidaire, une grande combativité des travailleurs, une utilisation audacieuse par les Commissions Ouvrières des possibilités légales, et pourquoi ne pas le dire, une grande identification de dizaines de milles de travailleurs avec les propositions et initiatives des Commissions Ouvrières, véritable embryon du Syndicat des travailleurs.

Mais il n'est pas facile de vaincre. En face nous avions un patronat très uni, eux aussi avaient appris des luttes de ces dernières années. Il y avait aussi la nouvelle orientation pour la région de la CNS, qui voyant les fracas retentissants de "la voie des révolvers", essayait de jouer n'importe quelle carte pour ne pas rester impotents et ridicules face à la lutte ouvrière et être obligés de suivre notre char, car les centaines de représentants syndicaux honnêtes, les nombreuses Assemblées et la présence constante des Commissions Ouvrières, empêchaient toute manoeuvre.

Face à cette situation les Commissions Ouvrières vîmes qu'il était urgent de faire un saut en avant qui rendît possible de :

FAIRE RECULER la direction d'Elisa et Solvay, **vaincre la résistance du PATRONAT**

pour commencer la discussion de la Convention Collective de la Contrée de la Métallurgie et **garantir** ainsi la compréhension de tous les travailleurs sur le besoin de lutter pour conquérir nos améliorations et droits.

Un pas en avant qui représentait :

- Recueillir dans une plate-forme les aspirations de tous les travailleurs.
- Arriver à des formes supérieures de lutte: débrayages généraux, sorties des usines, ect....
- Mobiliser toute la population du Bajo Llobregat et promouvoir la solidarité de toute l'Espagne.

Et ainsi :

- En conséquence de cela, briser l'unité patronale.
- Nous affronter à la répression sous forme de licenciements, lock-out, arrestations... qui pourraient se déclencher sur notre contrée.
- Nous organiser encore mieux pour parer aux difficultés.

Cependant, très conscients de l'importance du moment et des conséquences qui en découleraient plus tard, les Commissions Ouvrières commençâmes à proposer le besoin du "saut en avant" à tous les travailleurs, dans les Assemblées d'usines, au Syndicat, dans les concentrations, dans notre propagande.

La réponse que nous eûmes de milliers et milliers de travailleurs de la contrée fait déjà partie de l'histoire de la GREVE GENERALE.

X.X.X.X.X.X

ELSA et SOLVAY : DEUX PILIERS POUR LA LUTTE GENERALE

Évidemment les longues et combatives luttes d'ELSA et SOLVAY ont été un des catapulteurs importants dans le chemin vers la Grève Générale de notre contrée.

Après plusieurs semaines de lutte à l'intérieur de ces deux usines, la répression sous forme de licenciements et de la présence de la force publique, font que fin mai l'on passe à la Grève totale :

- chez ELSA, pour la réadmission des licenciés, augmentation de 5000 Pts, négociation de la Convention Collective et la possibilité de ne pas travailler 3 dimanches de suite;

- chez SOLVAY, pour la réadmission des licenciés et augmentation de 3500 Pts.

Alors qu'augmente la solidarité ouvrière et populaire, les travailleurs d'ELSA et SOLVAY avec leurs Assemblées et manifestations pacifiques dans les rues de Cornellé et Martorell, vêtus de leurs vêtements de travail, popularisent encore plus leur vaillante lutte.

Les centaines de milles de pesetas recueillies très vite dans la contrée, encourageant les travailleurs en lutte, et au fil des jours ils redoublent d'efforts pour promouvoir la solidarité et la négociation.

Ainsi les travailleurs de Solvay rendent visite à l'Évêque, au Gouverneur Civil, à l'Abbé de Montserrat, à toutes les institutions religieuses, paroisses, collèges professionnels, ils vont dans des dizaines de villages, organisant des débats, conférences de presse, ect....

Les travailleurs d'Else profitent des fêtes de nuit, la grande fête, les messes du dimanche, jusqu'aux actes culturels et artistiques pour diffuser leur combat et obtenir des fonds.

- Et malgré les arrestations dans ces deux usines, le courage et l'activité ne décroît pas.

Le tandem ELSA-SOLVAY ou SOLVAY-ELSA apportera aussi "leur grain de sable" dans la préparation de la Grève Générale: une réclusion tous ensemble, leur présence dans les piquets d'extension de l'Arrêt Général, enfin la réclusion des travailleurs de SOLVAY à Montserrat en pleine Grève Générale.

Un déroulement très vaste, avec des milliers de travailleurs et parmi eux ceux de SOLVAY et ELSA dans le chemin de la GREVE GENERALE.

x.x.x.x.x.x.x

DEROULEMENT DE LA GREVE

UN TROISIEME FACTEUR ENTRE EN JEU:

LA CONVENTION COLLECTIVE POUR LA CONTREE DE LA METALLURGIE.

Mercredi 3: la réponse à la convocation d'une journée générale -faite lors d'une Assemblée de représentants syndicaux des Métaux, jeudi 27 juin- est très importante: 80 usines et ateliers débrayent pendant 2 heures.

L'après midi, dans une Assemblée massive dans les locaux de la CNS; alors que les travailleurs d'Elisa et Solvay s'enferment dans l'Eglise de Cornellà, nous voyons le besoin d'un arrêt général de 24 heures, et dans son déroulement arriver à la sortie dans la rue des usines: Arriver à la Grève Générale.

Judi 4: Arrêt total dans un grand nombre d'usines et ateliers de Cornellà.

Dans la matinée, les travailleurs de Serra et Guma, sortent dans la rue et avec eux des dizaines d'usines et ateliers suivent. De nombreux affrontements avec la Force Publique ont lieu. La Grève Générale se consolide dans tout Cornellà.

L'après midi plus de 10.000 travailleurs nous concentrons près de la CNS; pendant plusieurs heures nouveaux affrontements de toute la population avec la Police; de nombreuses Assemblées ont lieu dans les rues.

Vendredi 5: Au cours de la journée près de 200 usines et ateliers sont déjà en grève totale.

A San Feliú, autour d'Hispano Suiza et Electrodo K.D., plus de 50 entreprises sortent dans la rue, alors que près d'une centaine sont en arrêt total.

La même chose a lieu à San Juan Despi, Molins de Rey, Esplugas et San Baudillo. Des Assemblées et concentrations ont lieu dans les villes malgré les milliers de policiers et gardes civiles qui arrivent de différentes zones du pays.

Fermeture générale des commerces et bars dans tout Cornellà et Las Planas de San Juan Despi.

Samedi 6 et Dimanche 7: La Grève Générale se maintient. Nouveaux affrontements et nombreuses arrestations. Dans les messes de samedi et dimanche on lit des homilies

concernant la situation, et l'intervention des travailleurs, transforme la sortie des Eglises en Assemblées importantes pour la continuation de la Grève. Des centaines d'Assemblées dans les escaliers, la rue et les quartiers ont lieu.

Les Commissions Ouvrières, décidons qu'avec le développement des négociations nous devons développer encore plus notre Grève Générale, et généraliser le programme de lutte et de négociation.

Un programme pour plus de 30.000 travailleurs en Grève :

- METTRE FIN, JUSTEMENT, AUX CONFLITS D'ELSA ET SOLVAY.
- OUVERTURE DES NEGOCIATIONS DE LA CONVENTION COLLECTIVE POUR LA CONTREE DE LA METALLURGIE.
- LIBERATION DES DETENUS.
- GARANTIES POUR QU'IL N'Y AIT AUCUN LICENCIEMENT, AUCUNE SANCTION.

Lundi 8: La Grève Générale continue et s'étend à d'autres usines de la contrée dans les villes Molins, San Vicente, Gavá, Viladecans. Il y a déjà des dizaines d'arrestations au cours des manifestations de rues, la Garde Civile tire plusieurs fois blessant plusieurs manifestants.

La solidarité s'étend en Catalogne et l'Espagne. Plus de 30 usines de Barcelone et Vallés réalisent des débrayages et des Assemblées, des concentrations à la CNS et plusieurs manifestations dont celle des Ramblas de Barcelone.

L'on commence les négociations pour l'acceptation du programme de lutte.

Le procès de 5 licenciés de Solvay a lieu devant la Magistrature du Travail.

De graves contradictions éclatent entre les patrons de la contrée.

En Assemblée massive dans la CNS: continuer la Grève.

Mardi 9: La Grève Générale continue de s'étendre, bien que l'on commence à sentir les effets de la brutale répression qui empêche la sortie des usines.

On commence les négociations avec le patronat obtenant: UN ACCORD chez ELISA, l'OUVERTURE des négociations de la Con-

vention Collective pour la Contrée de la Métallurgie et les GARANTIES qu'il n'y aura aucune représsailles du travail ni policières.

PREMIERE VICTOIRE !

Les travailleurs de Solvay qui pendant la Grève, avec ceux d'Elsa ont un rôle essentiel, s'enferment à Montserrat pour accentuer encore plus les pressions sur la négociation.

En Assemblée massive l'on décide de continuer la Grève générale jusqu'à obtenir: des Garanties sur la libération des détenus et l'ouverture de négociations chez Solvay.

Mercredi 10: Les travailleurs de Solvay abandonnent Montserrat: on leur a communiqué l'ouverture des négociations et la liberté d'assemblée à la porte de l'usine et dans la CNS. On reçoit des garanties sur la libération des détenus. Beaucoup d'entre eux sont mis immédiatement en liberté.

NOUVELLE VICTOIRE !

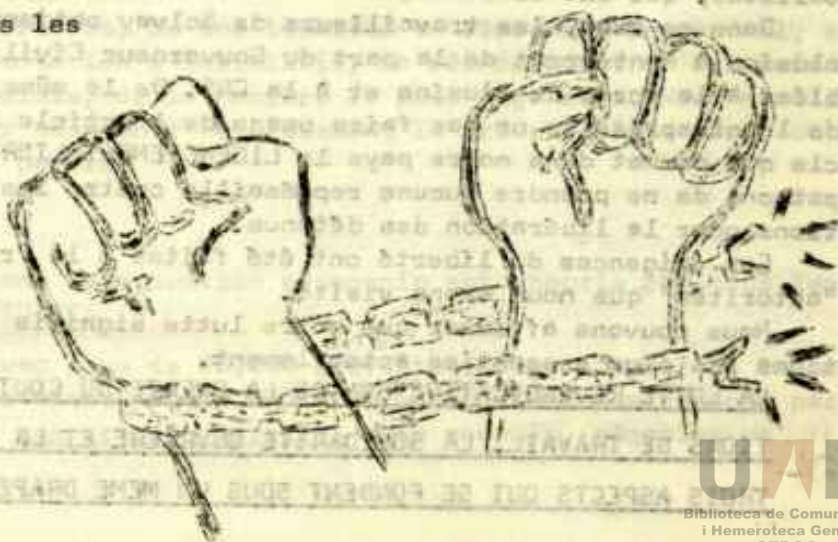
Après tout cela en Assemblée massive dans la CNS, de travailleurs et représentants syndicaux représentatifs, l'on décide de reprendre le travail, en réalisant une très riche estimation de la Grève, ses résultats, et les perspectives de notre mouvement ouvrier.

L'on étudie le besoin de la lutte unie, de la concrétisation du droit d'Assemblée et de Grève, d'un Syndicat Ouvrier de la lutte de tout le peuple vers "l'automne ardent" et envoie le salut fraternel de toute la classe ouvrière du Bajo Llobregat, non seulement aux travailleurs d'Espagne mais aussi à tous les opprimés du monde entier.

x.x.x.x.x.x.x.x.x

..... QUELQUES CHIFFRES.....

- PLUS DE 30.000 TRAVAILLEURS EN GREVE PENDANT 7 JOURS APPARTENANT A 300 USINES ET ATELIERS.
- 50 JOURS DE GREVE A ELSA ET SOLVAY.
- 6 JOURNEES DE LUTTE AVEC LA PARTICIPATION DE PLUS DE 100 USINES.
- UN MILLIER DE COMMERCE REALISENT DES FERMETURES ET PLUSIEURS ACTIONS SOLIDAIRES.
- CONCENTRATIONS DANS LA RUE DE PRES DE 10.000 TRAVAILLEURS, DES CENTAINES D'ASSEMBLEES DANS LA RUE, USINES ET QUARTIERS, EGLISES.
- 3000 POLICIERS ET GARDES CIVILES VENUS DE TOUT LE PAYS POUR ESSAYER D'ETOUFFER NOTRE LUTTE.
- PLUS DE 2 MILLIONS DE PESETAS RECUEILLIS.
- DES DIZAINES D'USINES EN ESPAGNE REALISENT DES ACTIONS SOLIDAIRES.
- PRESENCE DE NOTRE GREVE GENERALE AU SEIN DE L'EGLISE, DANS TOUS LES SECTEURS DU PEUPLE, ORGANISATIONS DEMOCRATIQUES, ECT...
- UN TOTAL DE PLUS DE 2 MILLIONS D'HEURES PERDUES EN GREVE.



QUELQUES LEÇONS

CONTENU REVENDICATIF ET POLITIQUE DE LA GREVE

Le somme de plusieurs aspects revendicatifs, solidaires et politiques ont débouché à la Grève Générale dans notre contrée.

Les longues et dures grèves d'Elsa et Solvay ont joué un rôle d'orientation et de guide pour tous les travailleurs. Cela, dans les moments difficiles que nous vivons avec les incalculables augmentations des prix qui nous rabaissent nos salaires et ne nous permettent que de malvivre avec nos familles.

Le malaise se matérialise avec le refus du patronat de négocier la Convention Collective pour la Contrée de la Métallurgie, dont la plate-forme revendicative est largement diffusée dans toute la contrée. Ses revendications les plus importantes (650 Pts minimum par jour, 40 heures, IRTP à charge des entreprises - Impôt sur le Rendement du Travail Personnel -, Droit d'Assemblée et de Grève) sont acceptées non seulement par les travailleurs des Métaux mais aussi par les autres branches de la production.

Avec cela, l'attitude solidaire d'unité ouvrière déjà traditionnelle - qui se concrétise au cours des appels successifs pour l'arrêt généralisé et le soutien populaire aux grèves d'Elsa et Solvay -, crée les conditions et donnent forme à ce qu'a été notre Grève Générale.

Cependant nous tomberions dans l'économicisme et le simplisme si nous n'affirmions pas qu'avec ce caractère dans la première phase de mobilisation ouvrière et populaire, le caractère politique de notre lutte a été introduit peu à peu de forme toujours plus consciente.

La Grève Générale a été la plus claire exigence au DROIT DE GREVE,

les Assemblées dans l'usine, dans la rue, ont été la plus claire imposition du DROIT D'ASSEMBLEE.

la direction de la Grève par les Commissions Ouvrières en combinant intelligemment par la CNS, sa capacité de toucher tous les travailleurs de la contrée, a été la plus vive expression de ce que doit être un SYNDICAT OUVRIER sous les terribles difficultés que nous impose la dictature.

Mais non seulement nous avons développé les libertés syndicales, sinon qu'en plus nous avons vu clairement le besoin d'exiger leur reconnaissance par les propres capitalistes, qui ont dû céder.

Dans ce sens, les travailleurs de Solvay obtiennent des garanties pendant leur réclusion à Montserrat de la part du Gouverneur Civil, pour tenir librement des Assemblées à la porte de l'usine et à la CNS. De la même manière l'on obtient des garanties de l'entreprise de ne pas faire usage de l'article 103 du Règlement du Travail (article qui permet dans notre pays le LICENCIEMENT LIBRE). Des garanties du Conseil des patrons de ne prendre aucune représaille contre les travailleurs et de faire des gestions pour la libération des détenus.

Ces exigences de liberté ont été faites à la Presse, à l'Eglise et à toutes les "autorités" que nous avons visité.

Nous pouvons affirmer que notre lutte signifie l'union de nos besoins et aspirations les plus ressenties actuellement.

LA LUTTE REVENDICATIVE CONTRE LA CHERTE DU COUT DE LA VIE ET LES MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL, LA SOLIDARITE OUVRIERE ET LA LUTTE POLITIQUE POUR LA LIBERTE : TROIS ASPECTS QUI SE FONDENT SOUS UN MEME DRAPEAU.

a la rue, qu'il est temps

Pour que notre GREVE se développât et fût GÉNÉRALE, l'important et le décisif a été DE SORTIR DANS LA RUE.

Avant la GREVE, cela fût débattu dans les assemblées, et avant de la faire, des milliers de travailleurs avions compris que de sortir notre lutte des usines et l'amener à toute la population était la seule solution juste à la situation.

Comment avons nous obtenu que des ateliers et des petites usines qui n'avaient jamais participé à la lutte rejoignent la Grève? Comment avons nous obtenu que les commerces et établissements de tout genre, l'Eglise, et enfin tout le peuple soutiennent activement la lutte?.

La compréhension et la sympathie vers notre lutte se transformèrent en GREVE, en ACTION, lorsque des centaines et milliers de travailleurs faisons sortir à la rue ceux des usines proches, lorsqu'on voyait dans les rues des manifestations massives, lorsque les piquets de grève parcouraient les bars et commerces expliquant la situation, lorsque nos femmes portaient la lutte dans les quartiers, avec les voisins et faisaient cause commune avec notre lutte.

Cela a été surtout le moteur de notre GREVE GÉNÉRALE.

négocier un compromis

Dès le premier moment de la GREVE, les Commissions Ouvrières proposâmes publiquement que la reprise du travail devrait être organisée et unitaire. L'important était que nous en sortions fortifiés, la Dictature affaiblie et le patronat, après avoir rompu son unité, déconcerté.

Trois possibilités apparaissaient au début de la Grève Générale :

1^{re}. - VAINCRE SUR TOUTES LES REVENDICATIONS.

Dès le début, nous avons compris que cela n'était pas possible, il aurait fallu non seulement résister très longtemps, mais surtout l'étendre au reste de Catalogne et d'Espagne. Et la faiblesse du Mouvement Ouvrier dans le pays, malgré les avances faites ces derniers temps, et les vacances toutes proches dans beaucoup d'usines, nous empêcheraient de vaincre.

D'autre part, la présence menaçante et l'usure que les 3000 policiers et Gardes Civiles faisaient à la Grève, n'offrait pas les garanties minimales de faire durer la GREVE organisée pour un temps indéfini.

2^{re}. - QUE LA GREVE GÉNÉRALE SE FENDILLAT.

Si dans certaine usine importante, ou une localité on reprenait le travail, si le découragement et la désorientation s'installait, la réincorporation aux usines devait être totale et immédiate, de la manière la plus organisée. Nous n'allions pas vaincre à la force pour maintenir héroïquement la grève quelque part, et par contre nous pourrions tout perdre.

3^{re}. - NEGOCIER UN COMPROMIS.

Un compromis de ce genre dans la situation espagnole est compris par tous les travailleurs comme une VICTOIRE.

Faire une GREVE GÉNÉRALE avec plus de 30.000 grévistes, avec l'appui de la population, dans un pays comme le nôtre, où le DROIT DE GREVE n'est pas reconnu par la Dictature, est déjà en soi une grande victoire, mais pouvoir négocier un

Compromis dans ces conditions représente encore plus : la reconnaissance de notre force, et de ce fait la reconnaissance implicite de nos instruments, du DROIT D'ASSEMBLEE, du DROIT DE GREVE, de la force des Commissions Ouvrières, et de la force, en fait de la CLASSE OUVRIERE.

Avec ce raisonnement, nous initiâmes dès le premier jour les pas pour la négociation, avec toutes ces personnes "autorités" ou institutions valables pour la négociation collective de la GREVE GENERALE : Gouverneur Civil, la hierarchie verticaliste de la CNS, le Conseil du Patronat de la Métallurgie de notre contrée...

Nous vîmes jour après jour, comment de positions dures et intransigeantes face à n'importe quel accord, ils passaient à un plus grand intérêt dans la négociation; c'était clair, ils commençaient à craindre notre force.

En même temps, le désarroi faisait jour dans leurs rangs, c'est ainsi que l'on doit voir la lettre envoyée par des petits patrons de la contrée à Arias Navarro, menaçant par la fermeture de leurs usines, avec toute la masse de travailleurs au chômage, s'il n'arrangeait pas la situation.

Les visites à l'Evêque de Barcelone et à beaucoup de Hierarchies de l'Eglise, leur demandant de définir clairement de quel côté ils étaient; ainsi que le soutien de plusieurs secteurs de l'Eglise, permirent également de ^{nous} fortifier et d'affaiblir le patronat face à la négociation.

Tous ces aspects, avec le fondamental : LE MAINTIEN ORGANISE DE LA GREVE GENERALE, JUSQU'A LA DERNIERE MINUTE, rendirent possible la négociation du compromis.

COMMENT S'ORGANISA LA GREVE ?

Nous parlions plus haut que la Grève ne surgit pas par hasard, et il est évident qu'il est important d'éclaircir à tous les camarades quels ont été les enseignements les plus importants quand aux moyens d'organisation de la lutte.

Il faut parler de trois facteurs: Les Commissions Ouvrières, l'utilisation des Responsables Syndicaux et les Assemblées.

Le rôle joué par les Commissions Ouvrières a été fondamental.

Dans des coordinadoras et Assemblées clandestines, l'on discutait profondément des problèmes posés, on élaborait les feuilles d'information, l'on préparait les formes d'agir et les propositions que nous ferions aux camarades de nos usines, aux Responsables Syndicaux dans les réunions de la CNS, en un mot :

Les Commissions Ouvrières, recueillant les sentiments de la population, avons apporté et diffusé les idées et consignes que nous croyons élémentaires, et nos militants, éparpillés dans de multiples usines des différentes localités de la contrée, ont lutté pour les mettre en pratique.

Nous pensons que ces initiatives si essentielles comme savoir unir la lutte solidaire d'Elsa et Solvay avec la Convention Collective pour la Contrée de la Métallurgie; ou bien faire sortir les usines dans la rue, furent longuement discutées et préparées et enfin diffusées en de multiples occasions par les Commissions Ouvrières.

Après cela, quelqu'un pourrait se demander : Est-il possible que les Commissions Ouvrières aient fait la Grève Générale ?

Il ne s'agit absolument pas de cela.

Celui qui fait la Grève Générale, c'est le peuple.

Il ne s'agit pas de "nous mettre une médaille", car avec les Commissions Ouvrières, beaucoup d'autres travailleurs ont lutté héroïquement et ont acquis de sérieuses responsabilités.

Il s'agit simplement de faire voir, que dans la tâche d'obtenir de mettre d'accord 30.000 grévistes, avec des perspectives correctes et dans la réalisation des actes les plus importants, le fait d'avoir une Organisation Autonome des travailleurs, qui possède une expérience de beaucoup d'années dans la lutte ouvrière, c'est à dire avoir les Commissions Ouvrières, fût un aspect essentiel.

De plus, les difficultés dans les moments les plus critiques de la Grève, pour pouvoir agir avec décision, vitesse et succès, nous font voir le besoin de renforcer encore plus les Commissions Ouvrières, d'incorporer beaucoup de travailleurs conscients et renforcer les C.O. dans chaque usine.

Un autre facteur clef fut l'utilisation correcte des possibilités légales. Par exemple, avoir eu forcé dans la Délégation de la CNS de Cornellá, les réunions et assemblées de responsables syndicaux et de travailleurs représentatifs de différentes branches, ce qui permit d'agglutiner et organiser beaucoup d'entreprises et de travailleurs pendant la lutte.

Nous avons dit forcer, car le genre de réunions que nous faisons n'étaient pas possibles "légalement". C'est à dire que nous avons eu profiter de "l'ouverture" de la CNS dans notre contrée, une "ouverture" forcée par la peur a ne pas encore perdre du prestige face au vaste combat qui avait lieu.

C'était dans ces réunions où les militants des Commissions Ouvrières avec une responsabilité syndicale ou sans elle, nous exposions ce que nous entendions par aspects essentiels pour continuer d'avancer. Et nous pouvons affirmer que la plupart des fois, la réflexion s'approfondissait, se précisait et des centaines de Responsables Syndicaux honnêtes qui auparavant étaient en marge de la lutte, faisaient leurs et défendaient avec décision les propositions.

De même, l'utilisation correctement des responsables syndicaux est d'une extrême importance dans la mise en route de la lutte pour la Convention Collective pour la Contrée de la Métallurgie.

Il faut aussi dire, que la coutume de faire les Assemblées et Réunions au Syndicat fut très positif alors que la contrée était occupée par les forces répressives, et le seul endroit où nous puissions nous réunir malgré les difficultés ce fut à la CNS, ce qui nous permit de maintenir un minimum d'organisation à un très vaste niveau.

Le troisième facteur organisatif ont été les Assemblées dans les usines, dans la rue...

L'information donnée dans les Assemblées (au Syndicat) et qui parvenait à tous les travailleurs a permis de maintenir pendant 7 jours la Grève Générale, car l'Assemblée (d'usine) assurait la compréhension des camarades sur ce qui se faisait, de ce que nous allions faire, en expliquant où en étaient les négociations jusqu'à organiser les piquets pour aller visiter d'autres usines.

Ces trois facteurs: les Commissions Ouvrières, les Représentants Syndicaux et les Assemblées, très liés en soi, ont permis l'organisation de la Grève, l'application d'une politique ouvrière la politique des C.O. par des centaines de Représentants Syndicaux honnêtes et des milliers de travailleurs sans lesquels, par leur rôle héroïque, la Grève Générale n'aurait pas triomphée.

TOUT LE PEUPLE UNI.....

ET LA SOLIDARITE INTERNATIONALE !!!

Notre lutte a dépassé le champ des 30.000 travailleurs en Grève Générale. Car non seulement nos familles, nos voisins ont vécu et participé à notre Grève, mais aussi TOUTE LA POPULATION DU BAJO LLOBREGAT s'est unie à elle.

Les fermetures des commerces, la solidarité économique dans les quartiers, paroisses, écoles, centres légaux en sont une preuve.

La présence des étudiants, professeurs et salariés dans nos actions de rue, sont un clair exemple de la croissante unité de tout le peuple.

Mais ce n'est pas tout. Les visites à des personnalités et autorités de tout genre, ont mené la lutte du Bajo Llobregat à l'Eglise, aux secteurs professionnels, à la presse et aux propres appareils de la Dictature, obtenant parfois de l'aide importante, comme la solidarité de l'Eglise.

Et tout cela est très important car dans la croissante lutte pour la liberté de la classe ouvrière, nous ne sommes pas seuls, tout le peuple lutte pour elle et c'est dans des luttes si importantes comme celles que nous venons de vivre dans notre contrée, où cela se constate et où l'on avance dans cette unité si nécessaire.

Aujourd'hui l'un des fruits le plus clair de notre Grève, est la croissante unité de tout le peuple, et les énormes possibilités qui s'ouvrent pour convertir cette unité en luttes générales et en instruments de coordination au niveau de chaque localité. secteur... en formant des Assemblées Démocratiques qui facilitent une offensive générale de tout le peuple avec à sa tête la classe ouvrière, pour nos intérêts revendicatifs et sociaux et pour les Libertés Politiques.

X X X X

LA SOLIDARITE INTERNATIONALE mérite un chapitre à part. Avec plusieurs voyages des travailleurs de la contrée, il s'est établi des contacts avec des organisations syndicales de plusieurs pays Européens.

Non seulement nous avons reçu d'elles une importante solidarité économique. La préoccupation et la lutte croissante face au coût de la vie est aujourd'hui un problème commun de tous les travailleurs du monde; alors que les bras des capitalistes se resserent par des aides mutuelles et la création d'usines et entreprises multinationales, il est un besoin important de resserrer nos liens solidaires, mais surtout d'aller à la lutte unitaire qu'aujourd'hui nous pouvons faire.

Les premiers pas de Solvay sont là; il est de notre devoir de recueillir cette expérience et de la développer, si les patrons n'ont pas de frontières, nous en avons encore moins.

X X X

./.

VERS L'automne ardent

La victorieuse Grève Générale, nous situe dans des conditions supérieures, au moment d'étudier pour les prochains mois nos revendications salariales et politiques.

○ Ces revendications dans notre contrée sont aujourd'hui la lutte pour la Convention Collective pour la Contrée de la Métallurgie et la plate-forme largement diffusée pour les autres branches de la production :

- 650 Pts par jour, minimum
- 40 heures par semaine
- I RTP a charge de l'entreprise.

○ Pour l'automne, il faut tenir compte :

- La lutte des métallurgistes pour la Convention Collective de la Contrée va liée à l'obtention d'une juste Convention Collective Provinciale de la Métallurgie, car celle de la Contrée se basera d'après les revendications obtenues par la Provinciale. Il est donc nécessaire de continuer les Assemblées à la CNS et dans les usines pour décider tous les pas que nous devons faire.
- Toutes les autres entreprises qui ne soient pas des Métaux, qu'elles aient ou non une Convention Collective, devront étudier leurs propres revendications principales.
- Eviter les luttes isolées, éviter que sans contrôle surgissent des combats ici, ensuite là. La base de notre force c'est de faire la lutte revendicative en même temps, en bloc, comme un seul homme.
- Savoir unir la lutte revendicative avec le besoin pressant des Libertés Politiques et Syndicales.

○ Face aux prochaines elections Syndicales, nous devons nous proposer une bataille politique en diffusant les objectifs des Commissions Ouvrières et préparant l'élection des camarades les plus honnêtes.

○ La cherté du coût de la vie et l'absence des libertés touchent tous les travailleurs et tout le peuple. De là le besoin de livrer un combat commun, maintenant c'était ici, hier ce fût Vigo, Pampelune.. Nous savons que ces luttes partielles, pour dures et héroïques qu'elles soient, sont limitées par la répression. C'est pour cela que pour l'automne prochain il est nécessaire de lancer une campagne générale dans tout le pays. Nous pensons que pour préparer cette campagne, la convocation de la Coordinadora General d'Espagne des Commissions Ouvrières est essentielle. Il s'agit donc de lier les revendications propres de chaque endroit à celles du

- Droit de GREVE
- Droit d'ASSEMBLEE
- SYNDICAT OUVRIER

qui sont les instruments qui nous permettront de nous mettre dans de meilleures conditions de vie et de travail et de nous approcher de notre objectif final :

LA FIN DE L'EXPLOITATION.

De la revue "CAMBIO 16" du 26.8.74

Extraits de l'Etude de l'Equipe d'Analyses du Travail -EAT- sous le titre :

" LES CHALEURS DE JUILLET "

..... "Il faut observer qu'une fois satisfaites presque totalement les revendications des travailleurs, les métallurgistes de Cornellá et sa contrée reprirent normalement le travail, montrant ainsi une grande capacité de négociation et une grande maturité.

... L'on peut affirmer que les grèves d'Elsa et Solvey avec l'arrêt solidaire généralisé de toute la contrée, représentent plus d'un million d'heures-hommes perdues. Cela le situe comme le conflit le plus important et significatif non seulement du mois de juillet mais de tous les autres de cette année.

Ainsi s'accroît l'augmentation de conflit par rapport à Mai, surtout pour ce qui est des travailleurs concernés (un 48% supérieur au mois de juin).

	Heures homme	Entreprises	Travail- leurs
Mai....	1.245.600	111	42.337
Juin...	1.380.000	150	43.776
Juillet	1.665.542	200	65.099

J U I L L E T	Heures-Homme non travaillées
1971	620.000
1972	500.000
1973	700.000
1974	1.665.542

Catalogne, Pays Basque et Andalousie

Au point de vue géographique, Barcelone passe au premier rang des provinces à conflits, au détriment de Navarre et Guipuzcoa.

Ce mois-ci on observe une augmentation des conflits dans les différentes provinces d'Andalousie, qui atteint le chiffre de 164.582 heures-homme, légèrement supérieure au Pays Basque (162.233), Catalogne (1.245.958).

Le Pays Basque a un pourcentage de travailleurs deux fois plus élevé que l'Andalousie par rapport au total de toute l'Espagne.

	Heures -homme	Travail- leurs	% total
Barcelone	1.238.758	41.361	63,5
Malaga	92.390	2.560	3,9
Guipuzcoa	91.704	2.567	3,9
Huelva	52.962	970	1,5
Caceres	51.200	1.600	2,5
Vizcaya	42.414	9.323	14,3
Navarre	28.114	1.938	3,0
Autres (8)	58.020	4.780	7,3

L'ascension au deuxième rang de Malaga, ainsi que la présence de Huelva dans les 5 premières, la Grève de Westinghouse de Cordoue et la tension existante dans différentes entreprises et branches de Séville (bas rendement, licenciements et démissions collectives de représentants syndicaux..) confirment le grand nombre de conflit du travail en Andalousie.

Solidarité dans la Métallurgie

A nouveau la branche des Métaux est le secteur de la production avec le plus de conflits (le 90% des grèves enregistrées).

Il ne faut pas oublier évidemment que la Grève Générale du Bajo Llobregat fut menée surtout par des entreprises de cette branche qui avec la solidarité avec les licenciés d'Elsa et Solvay exigeaient leur Convention Collective pour la Contrée..

Pour les autres entreprises, les conflits réapparaissent dans le Bâtiment, Verre et Céramique, Arts Graphiques (Le Livre). Dans cette dernière branche apparaît un débrayage de 4 heures, ignoré pratiquement par tout la presse, aux ateliers du journal "El Noticiario Universal" de Barcelone, cet arrêt constitue un des exceptionnels conflits de la presse espagnole ces 30 dernières années.

Il est curieux d'observer que la revendication du paiement des retards sur les payes des travailleurs du Journal a été le motif le plus fréquent dans les conflits du mois.

Il faut signaler aussi les motifs revendicatifs ayant trait à l'organisation (désaccord sur les primes appliquées..) et les conditions de travail, apparaissent en plus des traditionnels débrayages pour l'augmentation de salaires.

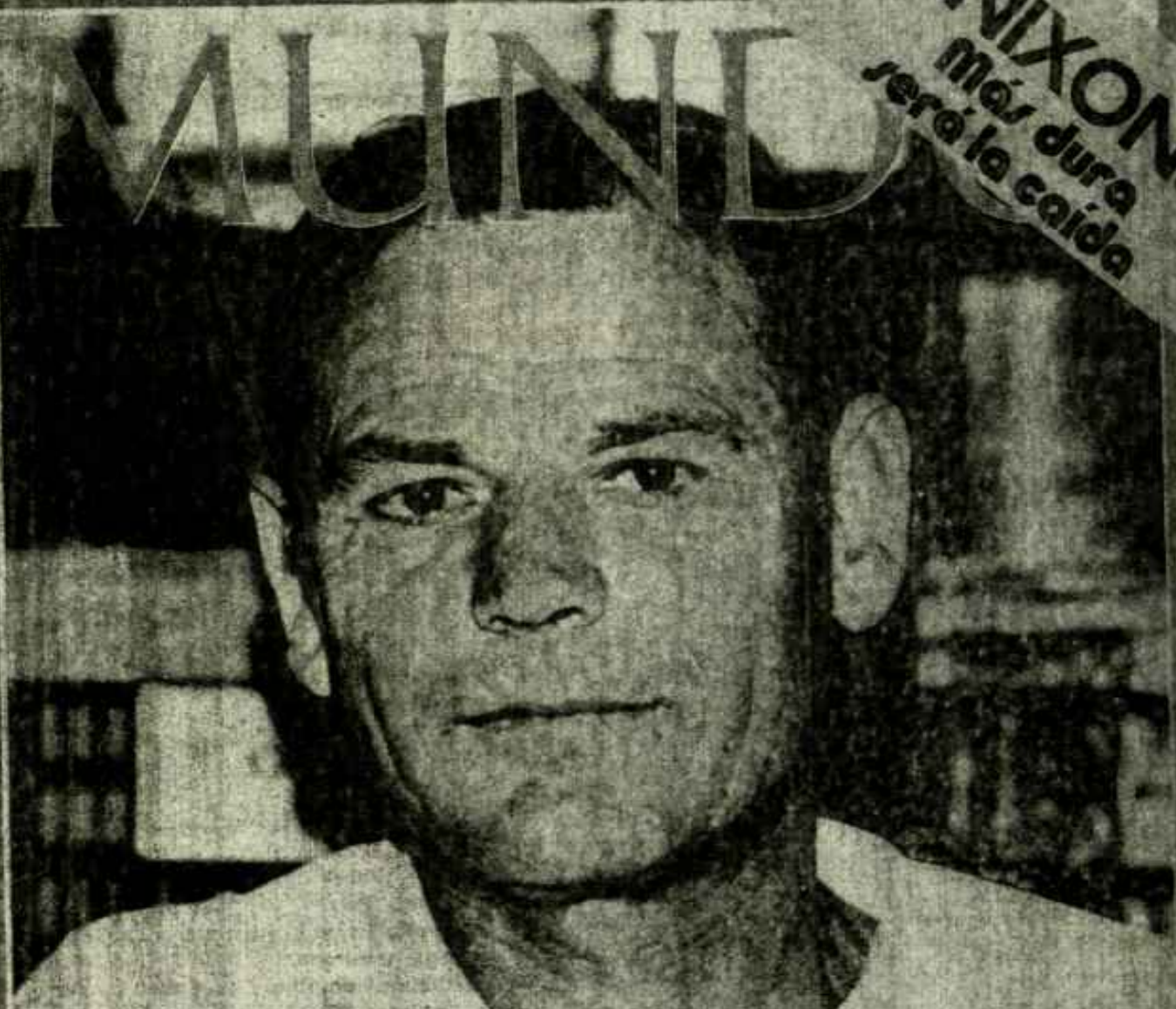
La grande majorité des conflits de ce mois ont eu pour motif essentiel la solidarité.

En premier lieu avec les camarades licenciés ou sanctionnés de la même entreprise, ensuite avec la même branche ou localité. Cela fut ainsi dans les grèves générales (Vigo, Pampelune, Tolosa.) et cela a été ainsi pour le Bajo Llobregat.

La solidarité avec la ténacité manifesté dans les 3 grands conflits (Elsa:52 jours; Solvay:51 et Authi: 37), le rôle décisif joué dans la majeure partie des cas par les représentants syndicaux et délégués de C.E., la minime intervention directe ou indirecte des forces de police et l'attitude des cadres intermédiaires des Délégations Provinciales et des Contrées du Syndicat, peuvent être des symptômes d'une nouvelle époque dans les relations du travail du pays qui méritent une analyse plus rigoureuse et détaillée."

10 de agosto de 1974 - N. 1.788 - 25 Ptas.

NIXON:
más dura
será la caída



Los rostros de la oposición

HABLA EL OBRERO

NIXON
with new
color photos



Los rostros de la política

HABLA

EL OPERARIO